

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'URBANISME,
DU LOGEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Environnement

Le Préfet
commissaire de la République
du Département du Val d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi N° 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations classées pour la protection de l'Environnement ;
- VU le décret N° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de ladite loi ;
- VU le rapport en date du 21 Janvier 1986 de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche d'Ile-de-France exposant qu'une visite de contrôle effectuée dans les locaux de la Nouvelle Clinique d'ARGENTEUIL, 5 Avenue de Stalingrad a permis de constater que la Société exploite, sans en avoir demandé l'autorisation, l'installation classée précisée ci-après :
 - Incinération d'ordures ménagères et autres résidus urbains
N° 322 - B - 4° = A
- VU la lettre préfectorale en date du 30 janvier 1986;
- CONSIDERANT que la Société précitée est en infraction à la loi du 19 Juillet 1976 ;
- SUR la proposition de Madame le Secrétaire Général du Val d'Oise ;

A R R E T E

- ARTICLE 1ER - Conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi du 19 Juillet 1976 précitée, la Nouvelle Clinique d'ARGENTEUIL-5, Avenue de Stalingrad, est mise en demeure de déposer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier d'autorisation de l'installation susvisée.

Le dossier devra être constitué en sept exemplaires et comporter les renseignements et documents demandés dans la notice ci-jointe.

- ARTICLE 2 - Si à l'expiration des délais impartis, l'exploitante ne s'est pas conformée à la présente mise en demeure, elle sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par la loi 19 Juillet 1976 susvisée.

.../...

- ARTICLE 3 - "Délai et voie de recours (Article 14 de la loi N° 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

- ARTICLE 4 - Madame le Secrétaire Général du Val d'Oise, Monsieur le Député-Maire d'ARGENTEUIL, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche d'Ile-de-France sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le **21 AVR. 1986**

Pour ampliation

Pour le Préfet,
Commissaire de la République
du département du Val d'Oise,
L'Adjoint au Chef de Bureau,



Catherine LABUSSIERE

Le Préfet
Commissaire de la République
Pour le Préfet,
Commissaire de la République
du Département du Val d'Oise,
Le Secrétaire Général,

Signé : Anno CUILLE